

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Chers/chères camarades,

Ce bulletin d'information est publié par l'Alliance syndicale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par ce combat et vise à les informer des activités menées par les syndicats pour lutter contre le travail forcé et la traite des êtres humains dans le monde entier. Dirigée par la Confédération syndicale internationale, l'Alliance bénéficie du soutien financier du Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé de l'Organisation internationale du travail. Elle a pour objectif de promouvoir « un travail décent pour tous » et s'efforce d'obtenir l'engagement et la coopération des pays et des institutions afin d'éradiquer le travail forcé et la traite des êtres humains, qui en constituent l'antithèse.

Rapports (en anglais) de la [CSI](#) sur les normes fondamentales du travail à l'intention de l'OMC:

[Brésil](#)

[Fidji](#)

[Union européenne](#)

[Mozambique](#)

L'[UITA](#) a rendu public le [bulletin](#) d'Éducation ouvrière du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT. Ce numéro spécial intitulé « Un travail décent pour les travailleurs domestiques » comprend des informations relatives à la convention de l'OIT, des données de caractère général sur le travail domestique et des interviews. Ce bulletin aborde également le thème du travail des enfants, les travailleurs domestiques en Amérique latine et en Asie, et les travailleurs domestiques migrants en Jordanie.

Les migrants haïtiens qui traversent la frontière pour se rendre en **République dominicaine** à la recherche d'emplois dans l'industrie de la construction font partie des travailleurs les plus exploités du pays, et bon nombre considèrent que l'affiliation syndicale est la voie essentielle pour trouver un travail décent, selon un [nouveau rapport](#) (en anglais) élaboré par la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie de la construction et de matériaux de construction **FENTICOMMC**, avec le soutien du [Centre de solidarité](#). Les résultats ont été transmis aux organisations affiliées à la CNUS qui représentent les travailleurs dans les autres industries, donnant lieu à une nouvelle approche pour combattre la traite des êtres humains.



La Confédération des syndicats d'**Arménie** (CTUA) a adopté, le 27 février 2009, une [stratégie](#) (en anglais) sur la migration des travailleurs, la lutte contre le travail forcé et la traite des êtres humains (2009-2012) qui a pour but d'organiser les activités et le calendrier de la CTUA.

Plus de 40 dirigeants et représentants syndicaux provenant des organisations solidaires se sont réunis en Inde du 6 au 8 mars dernier en vue d'évaluer les différents [projets concernant le travail des enfants](#) de l'**IBB**. Parmi les participants à la mission figuraient le [SASK](#) (Finlande), la [FNV Bouw](#) (Pays-Bas), le [CLC-CTC](#) (Canada) et les syndicats d'Inde et du Népal.

Le ministère britannique de l'Intérieur examine actuellement le futur du Système d'enregistrement des travailleurs qui s'applique aux travailleurs des pays A8. Le [TUC](#) s'est adressé par écrit à la ministre de l'Intérieur soulignant la raison pour laquelle ce système devrait être aboli. Cliquez [ici](#) pour accéder au document (en anglais).

M. G. Rajasekaran, secrétaire général du [MTUC](#) a affirmé dans un [communiqué de presse](#) (en anglais) qu'il est temps de combattre l'exploitation des travailleurs étrangers et a signalé, le 19 mars, que « Des fonctionnaires du ministère des Affaires intérieures travaillent de connivence avec plusieurs agents sans scrupules pour délivrer des permis de travail aux travailleurs étrangers, en particulier du Bangladesh, pour des emplois non existants. Les agents, provenant de fausses entreprises établies au niveau local, ont introduit quelque 5.000 travailleurs bangladais légalement à travers cette filière depuis mai 2007 et les laisse ensuite en plan en Malaisie ». Pour accéder à un autre communiqué de presse en la matière, veuillez cliquer [ici](#) (en anglais).

La [CSI en ligne](#) sur la **Birmanie**: un congrès syndical historique de la Fédération des syndicats de Birmanie ([FTUB](#)) réaffirme la campagne pour la démocratie et les droits des travailleurs. « Le Congrès a également promis de poursuivre la lutte contre le recours systématique au travail forcé par les militaires, preuve ayant été apportée que le régime a utilisé le travail forcé dans des projets de reconstruction suite aux dévastations causées par le cyclone Nargis de mai 2008 ».

Dans un [communiqué de presse](#), la [CES](#) soutient fermement la résolution adoptée par le Parlement européen ainsi que l'idée d'établir des règles claires en termes de responsabilité sociale des entreprises dans les chaînes de sous-traitance qui couvrent toute la chaîne. Il convient pour ce faire d'introduire un instrument de responsabilité conjointe et solidaire à l'échelon européen.

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Une [brochure](#) utile sur les travailleurs domestiques/à domicile a été publiée à l'intention des organisations afin qu'elles soutiennent ses activités en la matière. « En 2011, l'OIT adoptera une norme internationale énumérant nos droits en tant que travailleurs. Les travailleurs domestiques veulent bénéficier du droit d'être traités correctement en tant que travailleurs. Une Convention de l'[OIT](#) constituerait un pas en avant important ».

La [FITTHC](#) a publié, le 3 mars, un [communiqué de presse](#) sur l'abolition du trafic de main-d'œuvre, qui constitue un problème croissant dans une industrie des vêtements et des chaussures soucieuse de réduire au possible les coûts associés à la main-d'œuvre. D'après la FITTHC, ce phénomène n'existerait pas s'il n'était pas étayé par le marché – c'est-à-dire si les entreprises étaient tout simplement mises à l'index en cas de recours à une main-d'œuvre servile et si les grandes marques du secteur montraient le bon exemple en ce sens.

Au **Paraguay**, le ministère de la Justice et du Travail a mis sur pied une nouvelle Commission qui a pour but de veiller au respect des normes fondamentales du travail en vue d'éradiquer le travail forcé au Paraguay, qui touche principalement les populations indigènes dans les zones rurales du Chaco. Les dures remarques formulées par l'Organisation internationale du travail ([OIT](#)) depuis plusieurs années sont à l'origine de l'établissement de cette Commission (source: [ABC Digital article](#), en espagnol).

En collaboration avec la [CSC-ACV](#), l'Instituto Andino de Estudios Sociales (Institut andin des études sociales) [INANDES-CSTA](#) a publié un [rapport](#) (en espagnol) sur la situation des travailleurs migrants dans la **région andine** (Amériques) intitulé « Une analyse de la migration de la main-d'œuvre entre les pays de la CAN, y compris le Venezuela ».

Une nouvelle [étude](#) menée par l'[OIM](#) et l'Université catholique du **Pérou** a apporté des éclaircissements sur la traite des personnes victimes de travail forcé dans l'exploitation minière et forestière illégale dans la région de Madre de Dios. Le Pérou est un pays de transit et de destination pour la traite des personnes où prédomine la traite interne des femmes à des fins d'exploitation sexuelle. Cependant, les enfants et les hommes sont souvent forcés à travailler dans l'industrie minière, forestière ou agricole.

Une directrice dynamique et son école sont au cœur d'un programme du [Centre de solidarité](#) destiné à offrir à d'anciens enfants mineurs de la **République démocratique du Congo** l'éducation qu'ils méritent et à aider les enseignants à gagner un salaire décent (voir l'ensemble de l'[article](#) – en anglais).



Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



La représentante spéciale et coordinatrice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ([OSCE](#)) pour la lutte contre la traite des êtres humains, Eva Biaudet, a lancé un appel aux pays, à Vienne, le 27 avril 2009, pour qu'ils oeuvrent dans une plus grande mesure à l'échelle nationale pour prévenir les conditions proches de l'esclavage dont sont souvent victimes les travailleurs agricoles ([communiqué de presse](#) – en anglais).

L'[OIT](#) a publié un [kit de ressources](#) (« Combattre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail: un kit de ressources à l'usage des décideurs politiques et des professionnels ») qui réunit toute l'information que le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) et ses partenaires ont compilé durant plus de dix années de travail. Toute l'expérience et les connaissances de l'IPEC sont mises à disposition des personnes qui élaborent et mettent en œuvre les politiques et programmes dans la lutte contre le travail des enfants. Le kit de ressources peut être téléchargé [ici](#) (en anglais – la version en français est en cours d'élaboration).

Le Conseil d'administration de l'[OIT](#) a adopté un [rapport](#) le 25 mars 2009, élaboré par le Comité de la liberté syndicale, soutenant le droit des travailleurs migrants en **Corée**, quel que soit leur statut, de former des syndicats et de s'y affilier et appelant à la fin des mesures, telle que les arrestations ciblées et les expulsions, visant à une ingérence dans leurs activités syndicales. Ce rapport, publié en réponse à la plainte présentée par la [CSI](#), la Confédération coréenne des syndicats ([KCTU](#)) concernant le cas du Syndicat des travailleurs migrants (MTU), est une victoire importante pour les travailleurs migrants qui cherchent à se syndiquer, non seulement en Corée, mais également dans le monde entier. Les déclarations incluses dans le rapport démontrent le soutien sans équivoque au droit de liberté syndicale des travailleurs migrants sans papier par la voix faisant autorité à l'échelle internationale en matière de droits du travail (Source: [communiqué de presse](#) de l'[UITA](#) et Seoul-Gyeonggi-Incheon Migrants Trade Union).

La Commission pastorale de la terre ([CPT](#), liée à l'Eglise catholique) indique dans son rapport annuel sur la violence dans les campagnes que plus de 5.266 travailleurs/euses travaillant dans des conditions s'apparentant à de l'esclavage ont été libéré(e)s dans des grandes fermes au **Brésil** par l'inspection du travail en 2008. La CPT indique également que les conflits agraires se sont soldés par 28 morts l'an dernier, le même nombre qu'en 2007.

Des perquisitions ont été menées par la police, le 1^{er} avril, dans une ASBL de titres-services employant près de 450 travailleurs sans papiers, principalement du **Brésil** et d'**Équateur**. Le pasteur évangélique, qui les avait engagés pour nettoyer des maisons privées, les avait informés que leurs chances d'obtenir leur régularisation seraient favorisées s'ils s'inscrivaient auprès de son entreprise. Toutefois, les travailleurs sont



Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



toujours sans papiers et bon nombre d'entre eux n'ont pas perçu leurs derniers salaires. Les organisations [OR.C.A.](#), CIRE et Abraço, ainsi que les syndicats [CSC](#) et [FGTB](#) ont signalé dans un communiqué de presse que les travailleurs et travailleuses sont victimes d'une longue incertitude quant à l'accord de régularisation et demandent une mise en œuvre rapide. Pour de plus amples informations, veuillez consulter les documents connexes de [Socialeconomie.be](#) (en néerlandais), l'[article](#) et la [brochure](#) (en portugais) de l'ASBL Abraço et un communiqué de presse de la [CSC](#) (en néerlandais).

[Ver.di](#), le syndicat allemand du secteur des services, a inauguré, en mars 2009, un point de contact spécialisé dans les questions liées aux travailleurs/euses sans papiers à Berlin, ouvert deux jours par mois. Les travailleurs/euses sans papiers et leurs défenseurs font campagne pour la reconnaissance de leurs droits syndicaux depuis plusieurs années. Après le bureau à Hambourg, ce point de contact est à présent le deuxième à avoir été établi en un an. Les travailleurs/euses sans papiers peuvent désormais devenir membres du syndicat ver.di. Pour de plus amples informations, voir la [brochure](#) d'information du point de contact (source: bulletin d'information [PICUM](#)).

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime ([UNODC](#)) a publié, le 12 février 2009, un Rapport mondial sur la traite des personnes, rapport très détaillé basé sur des données recueillies dans 155 pays et offrant la première évaluation mondiale de la portée de la **traite des êtres humains** et des actions menées pour la combattre. Selon le rapport, la forme la plus commune de la traite des êtres humains (79%) est **l'exploitation sexuelle**, dont les principales victimes sont **les femmes** et les filles ([rapport complet](#) en anglais, [résumé analytique](#) en français).

Compte tenu des nombreuses élections convoquées en **Allemagne** durant l'année électorale 2009, l'Interkulturelle Rat (Conseil interculturel), PRO ASYL et la Confédération allemande des syndicats ([DGB](#)) ont publié une [déclaration conjointe](#) sur les questions liées à la politique en matière de **migration**, adressée aux partis politiques allemands, incluant la demande d'une perspective de régularisation des migrants sans papiers et la dissociation entre les droits sociaux fondamentaux et le statut de résident (source: bulletin d'information [PICUM](#)).

Un nouveau rapport global du [BIT](#) sur le travail forcé intitulé "[Le coût de la coercition](#)" sera publié le 12 mai. Ce rapport souligne, par exemple, que les victimes du travail forcé ont perdu, selon les estimations, 20 milliards de dollars chaque année à titre de pertes de revenus. Ces résultats fournissent un puissant argument économique pour intensifier l'action mondiale contre le travail forcé.

Newsflash

Trade Union Alliance to Combat Forced Labour and Trafficking



Événements:

- **Le 27 mai 2009:** Prix Anti-Slavery 2009 (Anti-Slavery International a le plaisir d'annoncer que le prix Anti-Slavery 2009 a été remporté par SOS Esclaves); Conférence à Sofia, Bulgarie – toutes les personnes intéressées sont les bienvenues mais doivent confirmer leur participation en contactant Gemma Wolfes par courriel g.wolfes@antislavery.org ou par téléphone au +44 (0)020 7501 8936.
- **Le 23 avril 2009:** le MTUC organise en Malaisie une consultation nationale sur l'Agenda du travail décent de l'OIT pour les travailleurs domestiques.

Informations utiles:

- [Communiqué de presse](#) (en anglais) du [Centre d'actualités de l'ONU](#) sur la célébration à New York de l'humanité mondiale et en commémoration des victimes du commerce d'esclaves en Afrique. L'appel à « Briser le silence, tambour battant » a réuni des artistes du Brésil, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, des Caraïbes et des Etats-Unis, ainsi que des étudiants, des diplomates et des responsables des Nations unies, en vue de lancer une série d'événements marquant la [Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves](#).
- La Constitution de la **République dominicaine** a été amendée, le 20 avril, pour inclure une loi interdisant la traite des êtres humains sous toutes ses formes. La loi a été approuvée par 180 votes favorables parmi les 201 membres de la Commission sur la réforme constitutionnelle de la Chambre des députés. [Article de presse](#) (en anglais).

Si vous connaissez d'autres personnes intéressées par cette question, veuillez leur transmettre ce bulletin d'information et invitez-les à s'inscrire en envoyant un message à lyris@forum.ituc-csi.org et en indiquant « inscription travail forcé » dans le sujet du message, ou en envoyant un courriel à forcedlabour@ituc-csi.org.

Nous vous remercions de nous faire parvenir toute information susceptible d'être publiée dans le prochain numéro.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter: forcedlabour@ituc-csi.org

Site Internet : www.ituc-csi.org/forcedlabour

